

Annexe 4-3 : Dossier de demande initiale d'une mesure de régulation du marché

Créée par l'arrêté n° 2019-675/GNC du 26 mars 2019 – Art. 1^{er}

Les personnes physiques ou morales dont l'activité répond aux conditions fixées par l'article Lp. 413-2, à jour de leurs obligations sociales et fiscales et de publication de leurs comptes, peuvent déposer une demande de régulation de marché.

Cette demande devra être formulée sous la forme d'un rapport reprenant obligatoirement le plan et les informations listées ci-dessous. L'entreprise pourra librement rajouter les informations complémentaires qu'elle jugera nécessaire de porter à connaissance de l'administration.

Le service instructeur s'engage à respecter les règles du secret statistique et du secret des affaires, conformément à l'article Lp 413-10-1.

La DAE se réserve le droit de vérifier l'exactitude des éléments renseignés par un contrôle en entreprise.

1. INFORMATIONS SUR LE DEMANDEUR

1.1. Identification de la société

Raison sociale : Enseigne :
Numéro d'immatriculation au RCS :
Nom et contact (mail + téléphone) du dirigeant :
Nom et contact de la personne en charge du suivi du dossier (mail + téléphone) :

2. OBJET DE LA DEMANDE

2.1. Produits et les régulations sollicitées

Préciser les produits faisant l'objet de la présente demande en utilisant le modèle de tableau ci-dessous, ainsi que la protection sollicitée (QHUE, QUE, QTOP, SHUE, STOP, TRM) en spécifiant dans le cadre d'une mesure quantitative, la quantité souhaitée (quota) ou dans le cas d'une mesure tarifaire, le taux ou la valeur souhaitée (en cas de doute sur le TD joindre **le formulaire D40** complété par les services douaniers attestant la bonne conformité des produits faisant l'objet de la présente demande avec les TD sélectionnés).

TD	Libellé produit	Mesures de régulation				
		Actuelles		Souhaitées		
		Type	Quantité ou taux	Type	Quantité ou taux	Durée

2.2. Intérêt économique pour la Nouvelle-Calédonie

Rédiger une analyse argumentée de la contribution de la présente demande à l'intérêt économique général de la Nouvelle-Calédonie (10 lignes)

3. ACTIVITE ECONOMIQUE

3.1. Production

- Produits fabriqués (fournir le descriptif des produits fabriqués)
- Description du processus de fabrication (fournir un diagramme de production le cas échéant)
- Principales matières premières utilisées (utiliser le modèle de tableau ci-dessous)
-

Désignation matière première	Origine (local/import)	TD	Taux de TGC sur matières premières applicables	Volumes

- Principaux investissements productifs réalisés et envisagés ((utiliser le modèle de tableau ci-dessous), aides à l'investissement obtenues le cas échéant (fournir les arrêtés le cas échéant)

Désignation investissement	Valeur d'acquisition	Année de réalisation ¹	Mode de financement (% emprunt)	Aide perçue (défiscalisation, aide provinciale etc.)

- Capacité et volumes de production (utiliser le modèle de tableau ci-dessous)

Libellé produit	Capacité de production	Année de mise sur le marché	Volume année N-1	Volume année N-2	Volume année N-3

- Evolution des prix des principales matières premières au cours de l'année (joindre un listing de prix ou un tarif commercial)
- Autres famille(s) de produit(s) déjà protégé(s) (utiliser le modèle de tableau ci-dessous)

TD	Libellé	% du chiffre d'affaires global

3.2. Stratégie commerciale et marketing

- Politique de prix par marché et par produit et évolution (joindre un listing de prix ou un tarif commercial, en plus des conditions générales de vente et le cas échéant des conditions particulières par catégorie de clients)
- Détailler les Productions sous licence, et lister le cas échéant les marques déposées, brevets
- Stratégie marketing
- Modes de distribution (précisez la répartition en % par type de produit et/ou canal de distribution)
- Typologie des clients (précisez la répartition en % par type de produit et/ou catégorie)
- Stratégie export (préciser par destination les volumes réalisés et/ou envisagés)

¹ Indiquer l'année prévisionnelle d'investissement s'il s'agit d'un projet

3.3. Politique Qualité – Hygiène - Sécurité

- Autorisations administratives selon la réglementation applicable au secteur production et régime(s) au(x)quel(s) est soumis l'entreprise (joindre les **arrêtés**, **agrément** correspondants, mises en demeure ICPE ou tout autre document pertinent)
- Certifications/normes obtenus ou envisagés (joindre les **certificats**, **agrément** ou **engagements** correspondants le cas échéant)
- Démarche qualité engagée (par exemple, HACCP etc.)
- Actions en termes d'Hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement (par exemple, démarche RSE, économies d'énergie, gestion de l'eau, gestion des déchets etc.)

3.4. Politique de gestion des ressources humaines

- Effectif salarié au moment de la demande (utiliser le modèle de tableau ci-dessous)

Type (en eq. temps plein)	Effectif total	Effectif lié à la production	Effectif lié à la protection de marché sollicitée
En CDI			
En CDD			
En apprentissage			
Intérim			
Sous-traitants			
Total ETP			

- Formation et gestion prévisionnelle des ressources humaines

3.5. Compte de résultats prévisionnels

Fournir un Compte d'exploitation prévisionnel au format SIG sur la durée de régulation souhaitée, faisant apparaître l'impact de la régulation sur la santé de l'entreprise. Détailler le cas échéant les hypothèses prises.

4. MARCHE ET CONCURRENCE (selon la connaissance de l'entreprise)

- Identification des entreprises et produits concurrents ou substituables.

5. ENGAGEMENTS RELATIFS A LA CONTRIBUTION AU PROGRES ECONOMIQUE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Les mesures de régulation de marché sont accordées en contreparties d'engagements efficaces, quantifiables, vérifiables et spécifiques à la demande, conformément à l'article Lp 413-5.

Rédiger une **lettre d'engagement**, à joindre au présent dossier, qui définit pour la durée de régulation envisagée les engagements que votre entreprise prend en contrepartie de la régulation de marché sollicitée. Ces engagements devront être illustrés par des indicateurs quantifiables, vérifiables et spécifiques à la demande, des objectifs à atteindre en fin de période d'engagement et des objectifs annuels intermédiaires.

Les engagements de l'entreprise devront porter sur les thématiques ci-dessous :

1. L'amélioration de la qualité, de la diversité des produits ou l'instauration de normes (OBLIGATOIRE)
2. Le maintien ou la baisse des prix, l'instauration d'une politique tarifaire par catégorie de client (OBLIGATOIRE)
3. Le renforcement de l'investissement : nature, technologie, objet, coût, capacité de production et d'approvisionnement du marché (OBLIGATOIRE)
4. Le maintien ou la création de l'emploi, notamment local (OBLIGATOIRE)
5. L'amélioration de la gestion des ressources humaines : administration, sécurité, formation, gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et des carrières, politique de répartition de la richesse
6. L'accroissement de la compétitivité : politique commerciale et de distribution, maîtrise des coûts, recherche et développement, innovation, exportation
7. La valorisation de la filière : transformation de produits locaux, chaîne de valeurs, nombre d'acteurs
8. La contribution au rééquilibrage : implantation de l'outil, approvisionnement, sous-traitance
9. La promotion du développement durable : normes, énergies, recyclage, circuit d'approvisionnement

Les indicateurs, justificatifs et objectifs proposés devront être synthétisés en annexe de la lettre d'engagement sur le modèle du tableau ci-dessous.

Thématique	Engagements	Indicateurs	Justificatifs	Objectif N+1	Objectif N+2	Etc.
1. Produit						
2. Prix						
3. Investissement						
4. Emploi						
5. Ressources humaines						
6. Compétitivité						
7. Filière						
8. Rééquilibrage						
9. Développement durable						

6. RECAPITULATIF DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

6.1. Pièces obligatoires

Les pièces listées ci-dessous sont à joindre obligatoirement au dossier de demande en version numérique (PDF et/ou XLS pour les tableaux) faute de quoi le dossier ne pourra pas être considéré complet :

- Les trois volets fiscaux de l'année en cours
- Fichier transmis au titre du RBE (registre des bénéficiaires effectifs)
- La dernière attestation de situation sociale (CAFAT)
- Lettre d'engagement
- Tableau annexé à la lettre d'engagement
- Compte d'exploitation prévisionnel sur la durée de régulation souhaitée, faisant apparaître l'impact de la régulation sur la santé de l'entreprise
- Tableaux d'évolution des prix/produit sur les 3 dernières années
- Conditions générales de ventes le cas échéant
- Justificatifs de licence, marque, brevet etc. le cas échéant
- Justificatif des aides publiques (investissement, fonctionnement, défiscalisation etc.) obtenues pour la production le cas échéant
- Justificatif ICPE (arrêté d'autorisation ou récépissé de déclaration) le cas échéant
- Justificatif SIVAP (hygiène alimentaire) le cas échéant
- Justificatifs certification, norme, agrément le cas échéant

Pour information, la DAE récupérera les derniers statuts déposés, le KBIS et le RIDET et les comptes annuels.

6.2. Pièces optionnelles

L'entreprise a la liberté de joindre au présent dossier toute autre pièce complémentaire, permettant de faciliter l'instruction de la demande par les services instructeurs de la Nouvelle-Calédonie :

- Formulaire D40
- Diagramme de production
- Schéma du réseau d'approvisionnement en matières premières
- Schéma du réseau de distribution et de commercialisation
- Tests consommateurs
- Etudes de marché réalisées lors des 5 dernières années
- Catalogue des produits
- Fiches techniques des produits
- Etc.

Nom et qualité du demandeur :

- J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.
- J'atteste sur l'honneur que les informations sur le KBIS et RIDET transmises au RCS sont à jour.
- J'atteste sur l'honneur être à jour de mes obligations légales : transmission au RCS des états financiers et rapport de gestion dans les délais, et à la DSF de la liasse fiscale et du PV d'AG de clôture des comptes.
- J'atteste sur l'honneur être à jour de mes obligations fiscales et sociales
- J'atteste sur l'honneur être à jour de mes obligations concernant la transmission du formulaire des Bénéficiaires effectifs

Cachet de l'entreprise

A _____, le _____

Signature du gérant de l'entreprise

*Pour tout renseignement, contactez la Direction des Affaires Economiques au 23-22-50,
de 7h30 à 11h30 et de 12h30 à 16h00 du lundi au vendredi
34 bis, rue du général Galliéni - BP M2 - 98849 NOUMEA CEDEX*